

« DERRIÈRE LES CHIFFRES ET LES STATISTIQUES, IL Y A DES VIES »

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-LOUIS SANCHEZ

Haut fonctionnaire, ancien conseiller spécial à l'Élysée, avant de devenir député des Yvelines jusqu'en 2017, Henri Guaino est auteur d'un tout récent ouvrage intitulé *À la septième fois, les murailles tombèrent*. Évolution de la violence dans notre société, préoccupations environnementales, crise identitaire... Il nous livre ses inquiétudes et nous fait partager ses convictions.

Le Jas : Le titre de votre dernier ouvrage *À la septième fois les murailles tombèrent* fait référence à l'épisode de Jéricho. Pensez-vous qu'il soit encore temps d'agir pour éviter l'effondrement ?

Henri Guaino : Le problème, c'est que pour agir, il faut avoir conscience de la nécessité d'agir. Trop longtemps les fractures qui se creusaient, les menaces qui grandissaient sous nos yeux n'ont pas été prises au sérieux. Ceux qui s'en inquiétaient s'entendaient répondre qu'il fallait être optimiste, que tout irait bien : il n'y aurait plus de guerre sur le continent européen, plus de guerre civile, de guerre de religion, de pandémie, de crise financière, de grande dépression, de révolte sociale; que la violence ne cessait de diminuer, qu'il n'y avait pas plus de violence à l'école, que le niveau scolaire ne baissait pas, que le pouvoir d'achat augmentait, que la pauvreté reculait, que l'immigration, les délocalisations, la pollution n'étaient pas des sujets, que la mondialisation serait heureuse et l'Europe prospère. Il y avait tellement de chiffres qui disaient, ou auxquels on faisait dire que nous étions sur la bonne voie. Naturellement ceux qui tiraient à ce moment-

là leur épingle du jeu en étaient convaincus et ils occupaient presque tous les postes de responsabilité. Les autres se laissaient convaincre, jusqu'à ce que, de crise en crise, la souffrance les rattrape. Alors ils se mirent à ne plus croire personne, surtout pas ceux qui leur disaient : « ça va mieux que ce que vous croyez, la réalité est dans nos chiffres pas dans vos sentiments ». Et nous voilà, comme cela, peut-être parvenus au seuil de la pire crise de la démocratie depuis les années trente quand Freud parlait de malaise dans la civilisation. Mais est-elle prise vraiment, au sérieux ? Il ne faut jamais se dire qu'il est trop tard, mais il est bien tard et nous perdons encore du temps. Pendant ce temps, le hiatus entre l'impatience grandissante de ceux qui souffrent et le temps qu'il faut pour reconstruire tout ce que nous avons à reconstruire, grandit. Le risque est que dans ce hiatus s'ouvre un abîme de violence. Alors nous saurons qu'il est trop tard.

Le Jas : La violence est un sujet qui revient souvent dans votre livre et dans vos interventions médiatiques. Pourquoi ?





H.G. : Parce qu'elle est le sujet majeur dans une société qui se fracture de toutes parts. Toute société trop divisée finit toujours par essayer de rétablir son unité par la violence. C'est une vérité éternelle dont nous ne sommes pas exempts, parce que la nature humaine ne change pas et qu'au fond de celle-ci demeure une violence originelle, primitive. Lorsqu'on la laisse sortir, elle dévore tout sur son passage. Nous ne pouvons pas la guérir, mais seulement l'endiguer autant que possible par le droit, les institutions, l'éducation, la culture, la civilisation. Mais nous avons relâché notre attention en pensant que cela ne pouvait plus nous arriver. Alors, ça recommence. Après une lente décrue consécutive aux déchaînements de violence des deux guerres mondiales, du Nazisme, du Stalinisme, elle remonte, épidémique, avec ses cortèges de boucs émissaires. Il n'y a pas de

plus grande urgence que d'enrayer l'engrenage fatal de la violence qui appelle la violence avant qu'il nous échappe. Voilà l'urgence en attendant de soigner les causes et de rebâtir toutes les digues, ce qui prendra du temps et le temps nous est compté dans l'escalade de la violence. Encore faut-il ne pas nier la réalité et la dangerosité. Encore faut-il sortir du « pas de vague » dont Samuel Paty fut finalement la victime. Si nous laissons aller les choses comme elles vont parce que nous ne voulons pas les voir, l'explosion de la violence sera au bout du chemin et engendrera un besoin éperdu d'ordre. Mais quel visage aura cet ordre : rassurant ou effrayant ?

Le Jas : Vous ne manquez pas de vous attaquer aux questions économiques et sociales. Où en est-on selon-vous sur la question sociale ?

H.G. : C'est sur la fracture sociale que Jacques Chirac, en 1995, a gagné une présidentielle qui semblait perdue d'avance. On n'en a tiré aucune leçon. Elle est de retour en pire, fracture multiple, béante, douloureuse. On ne veut pas vraiment la voir. Trop de social paraît-il. Mais il faut craindre les révoltes sociales : elles accouchent du pire. C'est le précipice vers lequel nous entraînent les politiques comptables. Derrière les comptes, les statistiques et les tableaux Excel avec lesquels nous fabriquons nos politiques publiques, il y a des vies. Nous l'avons oublié. Voilà une grande faute intellectuelle et morale. Mais en abîmant les vies, nous ne remettons pas de l'ordre dans les comptes, c'est tout le contraire : les politiques comptables mettent du désordre dans la société et dans l'économie. Pour redresser les comptes, il faut remettre de l'ordre dans l'économie et la société et non l'inverse. Il n'est de richesse que d'hommes.

Le Jas : Vous manifestez dans cet ouvrage une forte préoccupation sur le terrain environnemental et vous dénoncez à nouveau l'inertie des gouvernants et la posture paradoxale de l'opinion. Comment pourrait-on sortir de cet imbroglio ?

H.G. : La posture de l'opinion n'est pas paradoxale. Ce sont nos politiques qui le sont. Quand on veut réduire les émissions de gaz à effets de serre, on ne

cherche pas pendant des années à détruire la filière nucléaire et à démolir EDF au nom d'une politique de la concurrence qui fait monter les prix de l'électricité non polluante et étrangle le pouvoir d'achat des consommateurs. On ne fait pas de la SNCF une entreprise comme les autres qui cherche à maximiser ses recettes en faisant exploser le prix des billets. On ne laisse pas se délabrer les infrastructures ferroviaires pour faire des économies à court terme qui à long terme font exploser les coûts. On refait de la SNCF un véritable service public. On investit dans les infrastructures pour les entretenir, les moderniser et pour accroître la capillarité du réseau. On n'abandonne pas la politique nationale d'aménagement du territoire, on la reconstruit. On ne ferme pas tous les services publics dans les territoires ruraux. On ne ratifie pas des traités de libre échange qui tirent les normes sociales et environnementales vers le bas. On n'enlève pas des pouvoirs aux maires, on leur en redonne. On ne pousse pas les gens et les emplois à s'entasser dans les grandes métropoles surpeuplées, polluées où la rente foncière fait exploser les inégalités. On n'impose pas aux gens, du jour au lendemain, et sans tenir compte de leur pouvoir d'achat, des contraintes ingérables, on crée les conditions dans lesquelles les gens peuvent adapter leurs comportements. On ne supprime pas la planification à la française, on la restaure. On se souvient que les politiques jouent avec des vies.

Le Jas : Pensez-vous qu'il soit encore possible, et à quelles conditions, de revitaliser un processus de planification dans notre pays ?

H.G. : Comment pourrions-nous reconstruire tout ce que nous avons à reconstruire sans planifier et y associer, comme on l'a fait pour la reconstruction après la deuxième guerre mondiale puis durant les trente glorieuses, toutes les forces vives de la nation à travers une réflexion et un travail en commun inscrits dans la durée et insérés dans l'action publique. Le Commissariat au Plan, créé par Jean Monnet, en était le lieu. C'est ce lieu qu'il faut recréer. La condition, c'est le rétablissement du rôle et de l'autorité de l'État. Au sommet, l'État qui trace la voie avec les forces vives et organise. En bas, la démocratie communale qui ajuste aux réalités locales

dans la délibération citoyenne. Tout le contraire de ce que l'on fait depuis des décennies.

Le Jas : Votre diagnostic est constamment enrichi par des références historiques ou sociologiques particulièrement utiles. Mais tout ceci montre l'amplitude de la crise identitaire qui traverse notre pays. Que faire pour la combattre ?

H.G. : Regarder lucidement ce que notre école est devenue et la reconstruire, pas seulement sur le plan de la discipline mais aussi sur celui de l'exigence intellectuelle, en commençant par l'école primaire et en n'éluant pas la question que personne n'ose plus poser : quelle idée de l'homme inspire notre projet éducatif ? Nous affranchir de la repentance - « tout ce que nous avons fait est mal » -, de l'idéologie de l'effacement, du wokisme, de la dictature des susceptibilités blessées, du culte des origines. Restaurer le récit national, reconstruire un imaginaire collectif. Choisir l'assimilation, le partage d'une culture et d'une histoire communes contre un multiculturalisme pur et dur, contre un communautarisme revendiqué. Et, condition nécessaire, contrôler nos frontières. Y compris économiques : le malaise identitaire a commencé par celui de l'ouvrier victime d'une mondialisation non maîtrisée. Plus facile à dire qu'à faire ? Oui, mais sinon quoi ? Sinon, les communautés et les tribus, et la guerre des tribus, la violence de tous contre tous.

Le Jas : Vous souhaitez mobiliser l'opinion sur les dangers d'une surenchère guerrière, en Europe avec l'Ukraine, au Proche-Orient avec Gaza. Pourriez-vous nous préciser votre vision des évolutions nécessaires ?

H.G. : Il se passe à l'échelle du monde ce qui se passe dans nos sociétés occidentales : le monde se fracture dangereusement. Nous assistons aux retours brutaux des refoulés culturels religieux, ethniques que cinq siècles d'occidentalisation avaient imposés au monde. Que nous le voulions ou non, les vieux empires, les vieilles civilisations réclament leur place dans l'ordre mondial. Ce sont des réalités plus profondes que les régimes qui eux sont transitoires, souvenons-nous de De Gaulle: « la Russie boira le communisme comme le buvard

boit l'encre ». Moment dangereux qui le sera de plus en plus si nous continuons, à croire que le reste du monde pense comme nous. Mon souci, là aussi, est l'escalade qui conduit à la guerre, puis, dans la guerre, à la montée aux extrêmes sur fond d'arsenaux nucléaires. Car, dans l'escalade et la montée aux extrêmes de la violence, chacun peut être amené à faire ce qu'il ne voulait pas faire, même le pire. Quand on ne peut pas anéantir l'ennemi, l'issue est le compromis ou la destruction mutuelle. C'est ce qu'avaient compris Kennedy et Khrouchtchev lors de la crise des fusées de Cuba. Dès lors, rien n'est plus dangereux que de raisonner en termes de combat du bien contre le mal, parce que le bien peut tout se permettre, il n'a pas de limite, il ne se négocie pas. En Ukraine comme en Israël, il faut s'extraire du manichéisme où chacun est convaincu

qu'il est le bien et que l'autre est le mal. Le rôle de la France dans le monde fixé par le général De Gaulle, c'est d'y contribuer autant que possible. Dans la doctrine gaullienne, il y avait, un principe cardinal : la France reconnaît les États, pas les régimes. Le critère d'une politique étrangère c'est celui des intérêts nationaux. Et l'intérêt de la France, de l'Europe, c'est que cessent de se creuser dangereusement les fractures avec le reste du monde et, dans le reste du monde, les fractures qui se prolongent jusque dans nos sociétés en y aggravant nos divisions donc la violence. Dans ce monde plus dangereux, il faut nous réarmer militairement. La défense nationale, c'est la volonté de se défendre, disait Malraux. Elle ne se délègue pas. Il nous faut des alliés, mais pour former une coalition de volontés de se défendre pas pour les diluer. ■

À la septième fois, les murailles tombèrent



À LA SEPTIÈME FOIS, LES MURAILLES
TOMBÈRENT

HENRI GUAINO

ÉDITIONS DU ROCHER, OCTOBRE 2023

« Nous pensons et agissons collectivement comme si notre société était invulnérable. Au cours des dernières décennies, nous avons affronté bien des crises et nous nous sommes fait peur si souvent, sans que cela ait eu l'air d'avoir des conséquences durables et profondes. Alors nous avons fini par nous convaincre que les effondrements, qui ont plongé dans le malheur les générations d'avant, ne pouvaient plus nous arriver ; que nos démocraties étaient si parfaites, notre science tellement avancée, que la machinerie si complexe, si sophistiquée, si bien agencée, de nos sociétés modernes bureaucratées, judiciarisées, numérisées, dotées de tant de garde-fous, ne pouvait plus se dérégler et sombrer dans le chaos où se sont perdues avant nous tant de grandes civilisations jusqu'au XX^e siècle. Nous restons persuadés que nous sommes tellement évolués, éduqués, civilisés que nous avons édifié en nous-mêmes des digues si solides, que l'éternelle sauvagerie résidant en l'homme ne viendra plus jamais nous entraîner sur des pentes fatales. Alors, nous avons baissé la garde devant les menaces, qui, depuis toujours, pèsent sur l'humanité et viennent de notre nature même, et de nos instincts qui ne changent pas. L'humanité, celle des autres et la nôtre, ne commence pas par nous. »

Les fondations des murailles institutionnelles, culturelles, morales, juridiques, que nos sociétés ont élevées, ne sont-elles pas aussi fragiles que celles des murailles de Jéricho ? Et ne nous comportons-nous pas comme ses habitants et leur roi qui, à l'abri derrière leurs murs d'apparence inébranlables, riaient des trompettes de Josué ? Six jours de suite, elles sonnèrent sans ébranler les murailles. Le septième jour, les murailles tombèrent. Et si nous étions déjà au soir du sixième jour ?